

LES INVALIDES ET LES HANDICAPÉS

L'INCIDENCE DE LA DÉCISION DU CRTC CONCERNANT LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE

M. Stanley Hudecki (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Madame le Président, le CRTC a pris une décision relative à la compatibilité des appareils auditifs et elle a décrété que les abonnés au service téléphonique avaient le droit d'acheter leur téléphone à n'importe quel fabricant, sans que les nouveaux téléphones soient munis du même «phonocapteur» que celui des téléphones de la société Bell Canada, qui permet à toutes les personnes ayant un appareil auditif de les utiliser.

• (1410)

La prolifération inévitable de téléphones incompatibles obligera les 200,000 personnes qui portent un appareil auditif d'acheter et de se déplacer avec un coupleur acoustique à piles ayant la forme d'une rondelle de hockey et de le placer entre le combiné téléphonique et leur appareil auditif. La décision du CRTC risque par ailleurs de forcer la société Bell Canada à cesser d'installer des phonocapteurs, qui coûtent un peu plus d'un dollar, dans leurs téléphones pour pouvoir vendre ceux-ci au prix auquel les sociétés qui n'installent pas de phonocapteur vendront leurs téléphones.

Je considère la décision du CRTC comme un coup dur pour les personnes atteintes de surdité et je trouve qu'elle va à l'encontre des objectifs exposés dans le rapport intitulé «Obstacles», publié en 1981 par le comité spécial, soit de permettre aux handicapés de participer plus facilement aux activités de la société canadienne.

Par ailleurs, les phonocapteurs devraient être considérés à mon sens comme un élément de base du réseau téléphonique et tous les utilisateurs devraient partager les frais pour préserver et accroître le caractère universel du service téléphonique.

Pour ces raisons, j'exhorte le cabinet à songer à revenir sur cette décision.

Mme le Président: A l'ordre.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

ON BL ME LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE POUR LA POSITION QU'IL A ADOPTÉE   PROPOS DU DROIT   LA PROPRIÉTÉ

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Madame le Président, vendredi dernier, la Chambre a débattu d'un amendement à la Constitution qui aurait constitutionnalisé le droit des Canadiens à la propriété. Le NPD a refusé que la question soit renvoyée à un comité de la Chambre. Le NPD a refusé que cette question fasse l'objet d'une motion de défiance, de façon qu'on y donne suite. Bref, la Chambre et le pays tout entier doivent savoir que le NPD a manifestement refusé de garantir aux Canadiens le droit à la propriété.

Article 21 du Règlement

LES INVALIDES ET LES HANDICAPÉS

ON DEMANDE LA MODIFICATION DE LA DÉCISION DU CRTC CONCERNANT LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE

M. Neil Young (Beaches): Madame le Président, en novembre 1982, le CRTC a décidé de ne pas exiger que tous les téléphones répondent à une norme technique garantissant la compatibilité avec les appareils auditifs. En prenant cette décision, le CRTC a manqué une occasion en or de faire œuvre de pionnier dans le domaine des télécommunications et de promouvoir les droits des personnes atteintes de surdité.

La possibilité d'utiliser les téléphones est essentielle pour les 1.5 million de Canadiens qui sont atteints de surdité. La décision du CRTC aura une incidence profonde sur les occasions d'emploi pour les malentendants et sur la possibilité pour eux de communiquer avec leurs parents et leurs amis et avec la collectivité en général. Pour le malentendant, c'est également une atteinte au droit à l'indépendance.

Le Conseil canadien de la coordination de la déficience auditive, l'association canadienne des durs d'oreille et le club des durs d'oreille d'Ottawa ont demandé, en pr sant une pétition au Cabinet, que la décision du CRTC soit modifiée. Dans toutes ces situations, il est malvenu de laisser dresser un tel obstacle contre le droit des malentendants à l'utilisation universelle du réseau téléphonique et c'est inadmissible sur le plan public.

* * *

LE DÉSARMEMENT

ON APPUIE LE CONTRÔLE DES ARMEMENTS

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Madame le Président, il y a un an, j'ai pris la parole devant 30,000 personnes rassemblées à Vancouver pour manifester en faveur du désarmement nucléaire. La semaine dernière, 65,000 personnes ont participé à pareille manifestation. Vingt mille autres l'ont fait à Toronto et dans plusieurs autres localités.

Au début de l'année, un sondage Gallup a montré que près de 60 p. 100 des Canadiens qui ont une opinion sur le sujet étaient contre les essais de missiles de croisière.

La semaine dernière, un sondage Gallup mené aux  tats-Unis a montré que 64 p. 100 des Américains étaient favorables à une suspension mutuelle et vérifiable de la course aux armements, y compris les essais d'armes nucléaires et de leurs systèmes de lancement, ce qui comprend les essais des missiles de croisière. Au cours de la fin de semaine, les évêques catholiques américains ont demandé que l'on cesse de fabriquer de nouveaux armements nucléaires, faisant écho à la déclaration des dirigeants des principales  glises canadiennes en décembre dernier.

En 1984, les Canadiens et les Américains vont  lire un nouveau gouvernement. Peut-on douter que, des deux côtés de la frontière, les gens voteront massivement contre les hommes politiques qui ne croient pas vraiment au contrôle des armements?